

L'ACCORD COMMERCIAL UE-MERCOSUR VA INTENSIFIER LA CRISE CLIMATIQUE DUE À L'AGRICULTURE



L'accord de libre-échange UE-Mercosur stimulera le commerce d'importants produits agricoles ayant un impact sur le climat



Croissance des échanges attendue de l'accord à la suite de nouveaux quotas, par produit.



Les émissions provenant de l'augmentation des échanges bilatéraux de huit produits agricoles clés devraient augmenter d'un tiers (34 %)

Les exportations de viande de bœuf du Mercosur vers l'UE constitueront la principale source des nouvelles émissions (82 %)

L'empreinte climatique de l'UE liée aux exportations de denrées alimentaires vers le Mercosur pourrait être multipliée par cinq

Les images des incendies qui ont fait rage en Amazonie en août 2019 ont ouvert les yeux du monde entier sur le lien qui existe entre l'agro-industrie et la crise climatique. La forêt brûlait pour permettre la production de viande bovine, de soja et d'autres produits agricoles afin d'accroître les profits des multinationales du secteur alimentaire. Le commerce est un facteur important de cette dévastation. À présent, un nouvel accord commercial menace de renforcer l'expansion de l'agro-industrie au Brésil, avec de graves conséquences pour le climat.

Deux mois seulement avant que les incendies mobilisent l'attention de la communauté internationale, l'Union européenne et le groupe des pays du Mercosur – Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay – ont annoncé avec fierté qu'un nouvel accord de libre-échange avait été conclu après 20 ans de pourparlers. Cet accord a été présenté comme un pacte du XXI^e siècle qui pousserait les pays membres à se conformer à des normes environnementales plus rigoureuses, en imposant notamment des limites strictes à l'exploitation forestière et la déforestation. L'UE s'est même vantée du fait que le nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro, avait renié sa promesse électorale de se retirer de l'accord de Paris sur le climat afin de garantir cet accord commercial.¹

L'empreinte carbone de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur

La réalité, c'est que l'accord de libre-échange UE-Mercosur va entraîner une augmentation importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Bien qu'à notre connaissance, aucun audit complet de l'impact de cet accord sur le climat n'ait été publié, GRAIN a évalué les émissions du secteur agricole en analysant les dispositions de l'accord fixant des objectifs quantitatifs

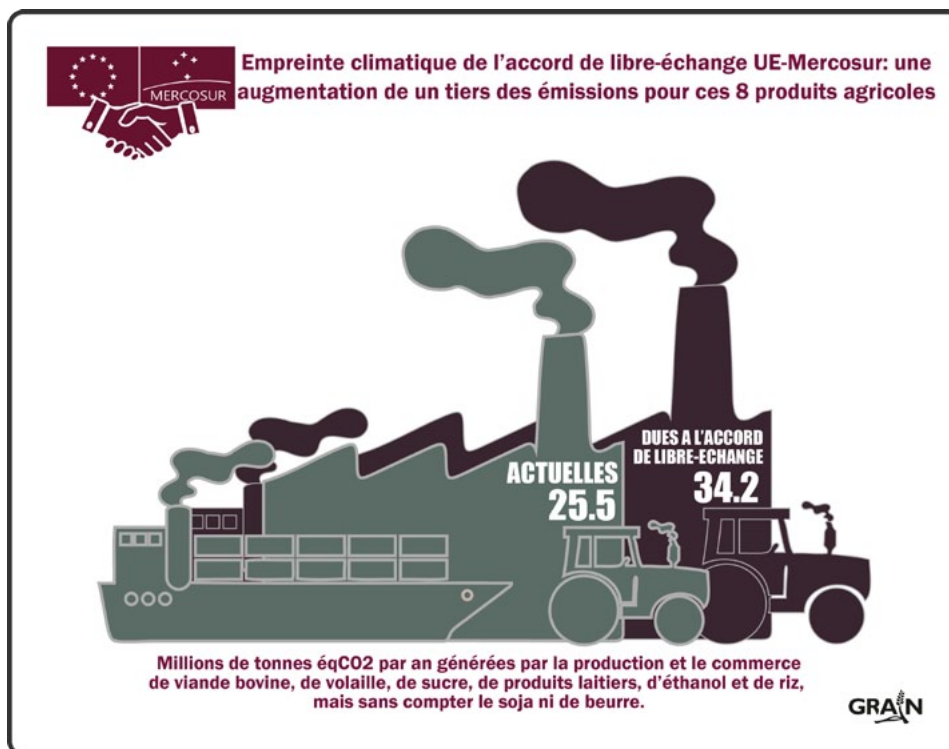
pour un commerce accru de plusieurs produits agricoles clés. Nous estimons que ces seuls engagements généreront près de 9 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre supplémentaires par an. C'est presque autant que les émissions annuelles totales de la ville brésilienne de Belo Horizonte, qui compte 3,9 millions d'habitants.²

Le nouvel accord de libre-échange UE-Mercosur a été décrit comme un accord selon lequel l'Europe pourra vendre plus de voitures et de fromage à l'Amérique latine, tandis que les pays du Mercosur pourront vendre plus de viande bovine et d'éthanol à l'Europe. Si l'augmentation de la production et des exportations de voitures et d'autres biens et services va clairement contribuer à perturber le climat, notre analyse se concentre uniquement sur l'agriculture, un volet central de l'accord. Nous avons examiné les offres de marché pour plusieurs produits agricoles fortement émetteurs de gaz à effet de serre. Ces offres de marché correspondent à ce que les gouvernements des deux côtés de l'Atlantique ont promis à leurs agriculteurs et aux groupes de pression de l'agro-industrie lors de la négociation de l'accord. Il reste à voir si ces promesses seront réalisées, ou même dépassées.

Les produits pour lesquels nous avons mesuré les impacts sont les suivants : viande bovine, fromage, éthanol (à base de canne à sucre), préparations pour nourrissons, volaille, riz, lait écrémé en poudre et sucre. Le beurre et les produits dérivés du soja ont été exclus des calculs, car même si les droits de douane qui les concernent baisseront considérablement dans le cadre de l'accord, aucun quota n'a été fixé. En d'autres termes, la production et le commerce de ces produits augmenteront probablement à la suite de l'accord, mais nous ne pouvons pas dire dans quelle mesure. Nos chiffres

1. Kayle Crosson, « Big Phil backs Mercosur to rein in Bolsonaro on climate », The Green News, 2 octobre 2019, <https://greennews.ie/big-phil-mercosur-climate/>

2. Global gridded model of carbon footprints, <http://citycarbonfootprints.info/>, consulté le 4 novembre 2019.



seraient plus élevés s'ils étaient inclus, car le soja, en particulier, est une énorme source d'émissions nocives pour le climat.³

Nous calculons que l'impact direct de l'accord de libre-échange se traduira par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre de ces huit produits agricoles qui atteindra 8,7 millions de tonnes par an (voir annexe). C'est plus que les émissions de Lisbonne au Portugal ou de Córdoba en Argentine, et un peu moins que celles de Bruxelles.⁴ En d'autres termes, cela équivaut à près d'une semaine d'émissions produites par Royal Dutch Shell, une entreprise responsable de 3 % de l'énergie de la totalité de la planète.⁵ Par rapport au niveau actuel des émissions résultant des échanges de ces produits entre l'UE et le Mercosur, la croissance des émissions sera de 34 %. C'est une augmentation étonnante pour des gouvernements qui, du moins en Europe, prétendent être des champions du climat.

3. Voir Stockholm Environment Institute, « Soy trade from Brazil's Cerrado driving climate emissions », décembre 2018, <https://www.sei.org/about-sei/press-room/soy-trade-from-brazils-cerrado-driving-climate-emissions/>

4. Global gridded model of carbon footprints, <http://citycarbonfootprints.info/>, consulté le 4 novembre 2019.

5. Calculé à partir du « Carbon Majors Report 2017 » du Climate Accountability Institute, qui montre que Shell a produit 508 MtCO2e d'émissions de niveaux 1 et 3 en 2015, <https://b8f65cb373b1b7b15feb-c70d8ead6ced550b4d987d7c03fcdd1d.ssl.cf.002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf>

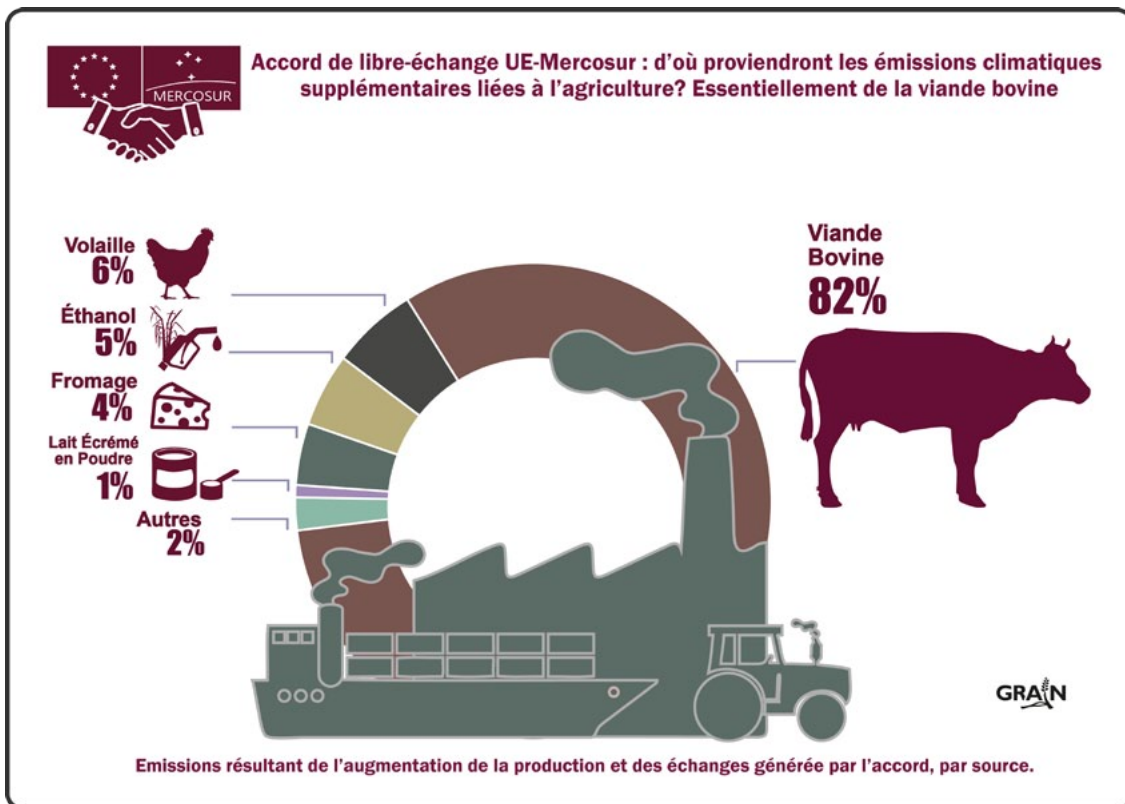
Comment sommes-nous parvenus à ces chiffres ?

La croissance des échanges commerciaux a été calculée en comparant les nouveaux quotas aux anciens quotas (ou aux niveaux commerciaux actuels lorsqu'il n'existe pas d'anciens quotas) une fois les périodes de transition de l'accord de libre-échange achevées. En ce qui concerne la croissance des émissions, nous avons supposé que l'accroissement des échanges serait permis par un accroissement de la production.⁶ Les émissions elles-mêmes ont été calculées pour les niveaux d'échange actuels et comparées à celles des nouveaux quotas en utilisant la méthodologie GLEAM des Nations Unies. Ceci inclut toutes les émissions provenant de la production de bétail, de céréales fourragères et des intrants agricoles associés, de la transformation de la viande et de la réfrigération, ainsi que du transport jusqu'au point de vente au détail, mais à l'exception de ce dernier (les émissions de la vente et après la vente résultant de la préparation à domicile, des déchets alimentaires, etc. n'ont pas été incluses).⁷

Les principaux produits agricoles ayant un impact sur le climat sont la viande bovine, la volaille et l'éthanol du

6. Ce n'est peut-être pas toujours le cas, mais cela est prévu pour de nombreux produits comme l'éthanol, donc la canne à sucre, le riz et le bœuf.

7. Pour plus de détails sur les émissions comptabilisées dans le cadre de la méthodologie GLEAM, voir : <http://www.fao.org/gleam/results/fr/>



Mercosur et les fromages d'Europe. Les deux tiers des nouvelles émissions seront produits à la ferme, notamment par les engrais et le fumier, tandis que près de 30 % proviendront de changements d'affectation des terres, notamment la déforestation. Et si l'augmentation de la production et des échanges commerciaux sera essentiellement motivée par les quotas et les droits de douane, l'accord de libre-échange impose également des règles sur les indications géographiques, qui créeront de nouveaux droits de commercialisation en Amérique latine pour les producteurs de fromages européens. Enfin, il convient de noter que, si le Mercosur va générer la majeure partie de ces nouvelles émissions, les émissions provenant de la croissance des exportations de produits laitiers de l'UE vers le Mercosur connaîtront une augmentation stupéfiante de 497 %.

Autres impacts environnementaux, sociaux et économiques

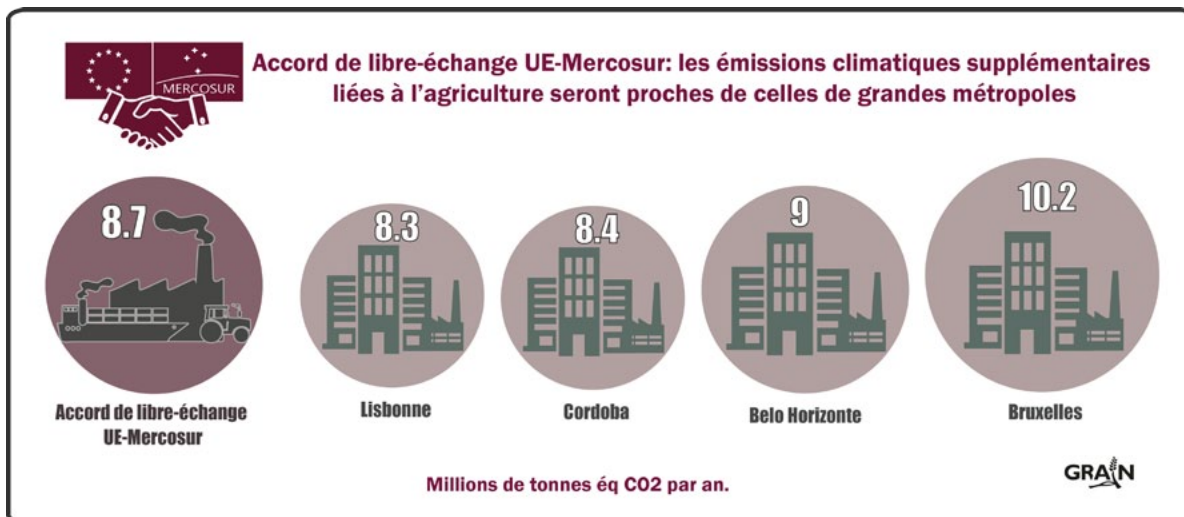
Outre l'aggravation de la crise climatique, les dispositions de l'accord de libre-échange UE-Mercosur relatives à l'agriculture comportent d'autres menaces. Par exemple, selon l'industrie sucrière française, 74 % des pesticides utilisés dans les exploitations de canne à sucre du Brésil sont interdits en Europe, et le Brésil vient d'approuver une variété de canne à sucre génétiquement

modifiée qui est interdite en Europe.⁸ Le gouvernement du Brésil autorise également l'utilisation du glyphosate avant la récolte pour accélérer le mûrissement, alors que de nombreuses villes et pays européens luttent pour obtenir l'interdiction du glyphosate. Cela signifie que des OGM et des produits agrochimiques indésirables vont probablement entrer dans l'UE à la faveur de cet accord.⁹

De plus, l'accord élargit les marchés des produits de l'agro-industrie sans rien faire pour soutenir les petits agriculteurs ou la production alimentaire. En effet, les débouchés pour les exportations provenant d'Amérique latine devraient entraîner une pression accrue sur les communautés autochtones et paysannes chassées de leurs terres. Il pourrait aussi en résulter une intensification des conflits liés à l'eau en raison de la demande d'irrigation et d'élevage, et encore davantage

8. Association interprofessionnelle de la betterave et du sucre, « Accord UE-Mercosur sur le sucre et l'éthanol », 2 juillet 2019, <http://www.cgb-france.fr/wp-content/uploads/2019/07/20190702-AIBS-Mercosur-Communique.pdf>

9. Ibid. Sur les interdictions du glyphosate, voir <https://www.baumhedlundlaw.com/toxic-tort-law/monsanto-roundup-lawsuit/where-is-glyphosate-banned/>. Nous ajouterons qu'en octobre 2019, 102 des 382 pesticides enregistrés au Brésil étaient interdits dans l'Union européenne, mais fabriqués par des sociétés de l'Union européenne dans d'autres régions du monde.



de déforestation et de perte de biodiversité.¹⁰ En Europe, cet accord commercial favorisera également les intérêts de l'agro-industrie tout en fragilisant un peu plus les petits agriculteurs, les communautés rurales et l'agriculture durable. Dans une région où seules les grandes entreprises obtiennent les investissements et le développement économique favorisés par les accords de libre-échange, l'accord UE-Mercosur devrait précipiter le nivellement par le bas des prix des producteurs, aggravant ainsi l'endettement et la faillite qui sévissaient déjà dans les zones rurales en Europe.

Cet accord commercial masque également une contradiction grave. L'augmentation des importations d'éthanol de l'UE dans le cadre de l'accord de libre-échange devrait être utilisée pour atteindre les objectifs « écologiques » de l'Europe en matière de carburants pour les transports. La même chose pourrait se produire avec l'augmentation des importations par l'UE de produits à base de soja meilleur marché, qui pourraient devenir une matière première attrayante pour l'industrie européenne du biodiesel. Selon l'organisation Transport & Environment, cela pourrait entraîner une intensification de la déforestation et de l'accaparement des terres dans des pays comme le Brésil.¹¹ Les gouvernements de

10. Voir Silvio I Porto et al, "Nota técnica Acordo de Associação entre o Mercosul e a União Europeia: alguns pontos críticos no âmbito agroalimentar," Boletim LIERI, août 2019, <http://laboratorios.ufrrj.br/lieri/boletim-lieri-acordo-de-associacao-entre-o-merc-sul-e-a-uniao-europeia-alguns-pontos-criticos-no-ambito-agroalimentar/>

11. Eoin Bannon, « Mercosur deal opens door to South American biofuels while palm oil biodiesel use reaches record high », 11 juillet 2019, <https://www.transportenvironment.org/news/merc-sul-deal-opens-door-south-american-biofuels-while-palm-oil-biodiesel-use-reaches-record>

l'UE pourraient au bout du compte causer davantage de dommages climatiques à l'étranger afin d'atteindre leurs objectifs climatiques chez eux.

Combattre les accords de libre-échange pour sauver le climat

Les accords commerciaux sont de puissants facteurs de l'expansion du système alimentaire industriel qui pourrait, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, être responsable de 37 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.¹² Les lobbyistes des différents secteurs impliqués, des semences jusqu'aux supermarchés, poussent les gouvernements à signer et à appliquer ces accords depuis des décennies. Ils offrent aux sociétés agroalimentaires et aux agriculteurs qui sont leurs fournisseurs un meilleur accès au marché et aux droits d'investissement et donc l'occasion de générer plus de profits. À son tour, la diffusion du système alimentaire industriel crée une pression énorme sur notre climat.¹³

Le système alimentaire contribuant de manière si importante à la crise climatique, il n'est tout simplement pas envisageable de continuer comme si de rien n'était. Malheureusement, les nouveaux accords commerciaux reflètent de vieux schémas de pensées, précisément du type de ceux qui ont été à l'origine de la crise. L'accord de libre-échange UE-Mercosur n'est pas un cas isolé. L'agriculture industrielle est également au cœur des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine qui, selon Trump, vont doubler les exportations

12. GIEC, « Climate change and land », août 2019. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf

13. Voir une série de publications de GRAIN sur ce sujet à l'adresse <https://www.grain.org/fr/category/539-climate>

agricoles américaines vers la Chine.¹⁴ Et le prochain accord UE-Australie-Nouvelle-Zélande stimulera probablement les importations européennes de viande bovine et de produits laitiers avec une intensité d'émissions de CO₂ plus élevée.¹⁵

Si nous voulons vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous devons prendre des mesures concernant les principaux mécanismes mondiaux qui

.....
14. Isis Almeida et Josh Wingrove, « Trump says China to boost farm spending to up to \$50 billion », Bloomberg, 11 octobre 2019, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-10-11/trump-says-china-to-boost-farm-spending-to-up-to-50-billion>

15. Sur l'accord États-Unis-Chine, voir Dominique Patton, « Trump's hailing of \$50 billion in Chinese farm purchases seen as 'meaningless' », Reuters, 14 octobre 2019, <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-agriculture-idUSKBN1WTOTG> et sur l'accord EU-Australie/Nouvelle-Zélande, voir Himics et al, « Does the current trade liberalization agenda contribute to greenhouse gas emission mitigation in agriculture? », Food Policy, 28 février 2018, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0306919217305821>

favorisent le développement de l'alimentation et de l'agriculture industrielles, et les accords commerciaux figurent en tête de liste. Les PDG de sociétés telles que Danone et JBS sont conscients du défi, car leurs modèles commerciaux – qui produisent ces émissions nocives pour le climat et reposent sur ce système commercial – sont en jeu.¹⁶ Mais la « bonne gestion » ne viendra pas d'une compensation des destructions, comme le préconisent ces entreprises. Elle devra se faire en laissant la place à des systèmes alimentaires locaux contrôlés par les communautés. Cela signifie céder les ressources et le contrôle aux petits producteurs, aux transformateurs régionaux, aux circuits courts et aux marchés locaux. Pour y parvenir, nous devons de toute urgence empêcher de nouveaux accords commerciaux tels que l'accord UE-Mercosur.

.....
16. Voir le discours d'Emmanuel Faber, Danone, le 23 septembre 2019, <https://twitter.com/EmmanuelFaber/status/1176543275639103489?s=08>

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

Retrouvez la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web : <https://www.grain.org/fr>

GRAIN
Girona 25 pral., 08010 Barcelone, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org

ANNEXE

Tableau 1. Accord de libre-échange UE-Mercosur : Impact commercial

Produit exporté	Impact commercial de l'accord de libre-échange	Détails
Mercosur → UE		
Viande bovine	+50 %	Augmentation du quota de 200 000 à 299 000 tonnes/an (volume actuel des échanges : 194 000 tonnes/an)
Soja	+?? %	Pas de quota, mais le Mercosur supprimera les droits à l'exportation sur les produits à base de soja (volume actuel des échanges : 7,78 millions de tonnes/an)
Volailles	+55 %	Quota supplémentaire de 180 000 tonnes/an s'ajoutant au quota actuel de 330 000 tonnes du Brésil (volume actuel des échanges : 392 000 tonnes/an)
Sucre	+2 %	Quota supplémentaire de 10 000 tonnes/an pour le Paraguay s'ajoutant au quota actuel de 412 000 tonnes du Brésil (volume actuel des échanges : 469 000 tonnes/an)
Éthanol	+540 %	Nouveau quota de 650 000 tonnes/an alors que l'UE importe actuellement 102 000 tonnes/an
Riz	+60 %	Quota supplémentaire de 60 000 tonnes/an alors que l'UE importe actuellement 100 000 tonnes/an
UE → Mercosur		
Fromage	+710 %	Nouveau quota de 30 000 tonnes/an alors que le Mercosur importe actuellement 3 700 tonnes/an
Lait écrémé en poudre	+1,200 %	Nouveau quota de 10 000 tonnes/an alors que le Mercosur importe actuellement 771 tonnes/an
Préparations pour nourrissons	+85 %	Nouveau quota de 5 000 tonnes/an alors que le Mercosur importe actuellement 2 700 tonnes/an
Beurre	+?? %	Pas de quota, mais le Mercosur supprimera les droits à l'exportation sur les produits à base de soja (volume actuel des échanges : 800 tonnes/an)

Tableau 2. Accord de libre-échange UE-Mercosur : Émissions actuelles et supplémentaires provenant du commerce de 8 produits agricoles clés

	(1 000 t éqCO ₂)
Émissions actuellement liées aux échanges commerciaux entre l'UE et le Mercosur	25 464
Émissions supplémentaires	8 705
Augmentation des émissions due à l'accord de libre-échange	34 %

Tableau 3. Accord de libre-échange UE-Mercosur : Émissions supplémentaires par produit

	(1 000 t éqCO ₂)	(pour cent)
1. Viande bovine	7 146	82 %
2. Volailles	561	6 %
3. Éthanol	435	5 %
4. Fromage	365	4 %
5. Lait écrémé en poudre	127	1 %
6. Préparations pour nourrissons	38	<1 %
7. Riz	25	<1 %
8. Sucre	7	<1 %
<i>Soja & Produits dérivés de soja</i>	<i>n.a.</i>	<i>sans objet</i>
<i>Beurre</i>	<i>n.a.</i>	<i>sans objet</i>
Total dû à l'accord de libre-échange	8,705	100 %

Tableau 4. Accord de libre-échange UE-Mercosur : émissions supplémentaires par stade de production/commercialisation

	(1 000 t éqCO ₂)	(pour cent)
À la ferme	5 843	67 %
Changements d'affectation des terres	2 542	29 %
En aval de la ferme	220	3 %
Transport maritime	100	1 %
Total dû à l'accord de libre-échange	8 705	100 %

Tableau 5. Accord de libre-échange UE-Mercosur : émissions supplémentaires provenant du commerce de 8 produits agricoles par origine

	de l'UE au Mercosur (1 000 t éqCO ₂)	du Mercosur à l'UE (1 000 t éqCO ₂)
Émissions liées aux échanges commerciaux actuels	107	25 464
Émissions liées aux échanges commerciaux prévus	637	33 639
Pourcentage de changement dû à l'accord de libre-échange	497 %	32 %

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre

Ces tableaux présentent une synthèse établie à partir d'un ensemble de données détaillé disponible à l'adresse https://www.grain.org/system/attachments/sources/000/005/625/original/EU_Mercosur_Emissions_Calculations.xlsx